

des suffrages, il ne pouvait rester le président de la seule droite sans courir le risque de la cassure et de l'affrontement social. Ses premières mesures ont visé à disputer au P.S. la clientèle de la nouvelle petite bourgeoisie urbaine et des secteurs hautement qualifiés du prolétariat (droit de vote à 18 ans, lois sur la contraception et l'avortement, création d'un secrétariat d'Etat à la condition féminine et d'un ministère de la qualité de la vie, commission sur la réforme de l'entreprise). Sur le terrain des institutions, les projets de réforme constitutionnelle n'ont donné naissance qu'à des avortons de détail. Sur le terrain de la politique étrangère, si le gouvernement a fait quelques pas vers la réinsertion de la France dans les structures périphériques à l'O.T.A.N., il s'est heurté directement à l'impérialisme américain sur la question des ventes d'armes (Dassault) comme sur la question palestinienne.

Le régime Giscard apparaît donc comme un régime de gestion de la crise qui conserve les traits avachis et dégradés du bonapartisme dont il hérite. Loin d'ouvrir la voie à un nouveau système de domination de la bourgeoisie, il se contente de substituer l'Etat-Giscard à l'Etat-U.D.R. sans pouvoir renouer de liens stables avec l'électorat à travers la construction d'un grand parti conservateur implanté. Pour tenir les rôles prévus dans le cadre de l'Etat fort bonapartiste, né du coup d'Etat de 1958, la bourgeoisie fait appel aux acteurs dont elle dispose. Pompidou a posé sa candidature à la succession alors que la place n'était pas encore vacante; mais il flottait déjà dans la détroite du Bonaparte. L'équilibre des forces entre les classes ayant été rompu, Giscard disparaît dans la même détroite. **Loin de résoudre la crise du régime dans sa phase de décadence sénile, il est condamné à la gérer. Plus que jamais, l'Etat fort bonapartiste se présente comme un Etat de transition et de préparation aux affrontements sociaux à venir.**

III. - L'UNION DE LA GAUCHE ET LA RESTRUCTURATION DU MOUVEMENT OUVRIER 13.

Treize millions de suffrages; plus de 49 % des votants. La majorité écrasante des salariés et des jeunes. Et ce, alors que les moins de 21 ans et trois millions de travailleurs immigrés n'avaient pas le droit de vote. Treize millions de suffrages rassemblés dans un vote perçu malgré les dénégations du candidat lui-même comme un **vote de classe**: ce résultat sans précédent de la gauche aux dernières présidentielles illustre les prolongements du grand ébranlement de mai 1968 et maintient une solution politique à l'horizon des luttes ouvrières.

Il en résulte pour la classe ouvrière une situation contradictoire. Une situation où ses directions réformistes lui prêchent la modération et la patience dans l'attente d'une victoire électorale annoncée comme inéluctable, en même temps qu'elle voit dans ces résultats une amélioration en sa faveur du rapport de force entre les classes et un encouragement à ses luttes immédiates contre le chômage et la vie chère: que le gouvernement et le patronat cèdent! Et s'ils ne cèdent pas, que les partis ouvriers prennent le gouvernement! Après la brève période d'attentisme et de réflexion, c'est cette disposition dans l'état d'esprit des masses qui permet la remontée des luttes de l'automne 1974, prolongeant l'essor du début de l'année, suspendu provisoirement par les élections présidentielles.

Ainsi, la contradiction qui existait entre la combativité réelle à

la base et le blocage des directions syndicales en l'absence de perspectives politiques sur le terrain électoral, se déplace. Cette contradiction passe davantage désormais entre le projet de collaboration de classe porté par l'Union de la gauche et la dynamique de mobilisation sociale encouragée malgré eux par l'unité des partis réformistes et des bureaucraties syndicales. Alors que la classe ouvrière voit dans l'Union de la gauche un pas vers son unité, les réformistes maintiennent la division syndicale et s'opposent aux comités unitaires, démocratiques à la base. Alors que la classe ouvrière voit dans et à travers le programme commun un pas en avant vers le pouvoir des travailleurs, les réformistes se préparent à gérer loyalement l'Etat bourgeois, à défendre « l'intérêt national » au coude à coude avec les petits patrons et les monopoles nationaux.

14.

Sentant la victoire électorale à portée, mais tirant à sa manière les leçons de la tragédie chilienne, G. Marchais a expliqué aux militants communistes, dès le comité central de juin 1974: « Et même franchissons-nous la barre de 50,02, que ce serait encore insuffisant, cette majorité formelle. Il nous faut un courant qui rassemble beaucoup de monde si nous voulons réussir l'expérience que nous proposons. » C'est pour gagner tout ce monde que le Parti Communiste a adopté la perspective d'Union du peuple de France, qu'il a entrepris d'expliquer que du Programme commun au socialisme il n'y a aucun engrenage et que l'étape à venir se limite à des changements démocratiques, qu'il a tendu la main aux gaullistes et qu'il a ouvert ses portes « sans restrictions » à tous les partisans de ces changements. **Ce faisant, le P.C.F. accepte plus explicitement que jamais le cadre de la Constitution de 1958, de l'Etat fort légué par de Gaulle et il s'engage à travers l'Union de la gauche dans la conquête d'une majorité présidentielle permettant de gérer légalement la société bourgeoise.** Cette politique de l'Union du peuple de France a son fondement théorique dans la thèse du capitalisme monopoliste d'Etat développée par le P.C.F., qui substitue à la lutte des classes fondamentales, une théorie de la collaboration de classe avec une partie de la bourgeoisie, le capital non-monopoliste.

En effet, à travers la campagne électorale de Mitterrand, l'Union de la Gauche a confirmé sa vocation de gérante loyale de la société capitaliste. Compte tenu de ses propres résultats et de la fragilité du régime, elle s'est ainsi présentée comme le dernier recours possible, la dernière carte jouable par la bourgeoisie en cas de crise politique ou sociale ouverte. **C'est pour se préparer à d'éventuelles responsabilités gouvernementales que le P.C. et le P.S. cherchent un élargissement préalable de leur base sociale et politique.** De même que le P.C. italien propose à la démocratie chrétienne un « grand compromis historique »; de même que le P.C. espagnol s'allie au sein d'une junte démocratique à des mouvements monarchistes libéraux et à des secteurs « civilisés » de l'armée; de même que le P.C. portugais participe au gouvernement de collaboration de classes aux côtés du Mouvement des forces armées. C'est dans le même sens que l'Union de la Gauche, et, notamment le P.C.F. a multiplié, dès l'automne 1973, les avances en direction des P.M.E. et des cadres (négociations U.G.I.C.T.-C.G.C.).

Mais la polarisation politique qui résulte en France de l'instauration de l'Etat fort et de la grève générale de 1968, se prête mal aux alliances et aux combinaisons parlementaires changeantes. C'est pourquoi, jusqu'à ce jour, aucune des grandes formations politiques bourgeoises n'envisage sérieusement un changement d'alliances au